

EUROPE

Autriche

Les suites de l'affaire Reder

L'affaire Frischenschlager — du nom du ministre de la défense qui avait fait scandale, le 24 janvier, en allant accueillir personnellement le criminel de guerre Walter Reder à son arrivée en Autriche — continue d'agiter les milieux politiques. Tandis que certaines personnalités du Parti socialiste continuent de réclamer la démission du ministre, ce dernier fait également l'objet des critiques de l'aile droite de son propre parti, le Parti libéral, partenaire des socialistes au sein de la coalition gouvernementale.

Le ministre de la défense avait présenté ses « excuses » au peuple israélien, le dimanche 10 février, dans une interview accordée au journal israélien *Yedioth Aharonoth*. Le chef de file de la droite du Parti libéral, M. Jörg Haider, a sommé M. Frischenschlager de revenir sur ces déclarations. Devant les attaques dont il était lui-même l'objet de la part des socialistes, M. Haider a ensuite menacé de provoquer une scission du parti si son président, M. Norbert Steger, refusait de le soutenir. Une telle scission provoquerait une crise gouvernementale en privant la coalition de sa majorité. M. Norbert Steger a finalement assuré, mercredi 13 février, M. Jörg Haider de « la solidarité du parti tout entier ».

Le malaise provoqué par cette affaire est tel cependant que certains observateurs, à Vienne, n'excluent pas des élections anticipées à l'automne prochain.

TRIBUNE INTERNATIONALE

Les bons côtés d'un scandale

par DANNY LEDER (*)

LA gaffe du ministre de la défense aura au moins eu le mérite de provoquer un scandale là où sans elle il n'y en aurait pas eu. Les partisans de la libération du criminel de guerre auraient très tranquillement fêté « le retour au pays » de Walter Reder, comme le fit le grand quotidien *Kronen Zeitung* (2 millions de lecteurs sur 7,5 millions d'Autrichiens).

Depuis plusieurs années des hommes politiques de toutes tendances, ainsi que des ecclésiastiques travaillent à la libération anticipée de Reder. En 1955 les autorités autrichiennes lui avaient dans cette perspective rendu la nationalité, qu'il avait théoriquement perdue lors de sa fuite comme nazi clandestin vers l'Allemagne en 1935. En Carinthie, un comité de soutien réunissant des militants des principaux partis politiques s'activait en sa faveur. Également soucieux du sort de l'ancien SS, le gouvernement régional de la Haute-Autriche (populiste) et la municipalité de la ville de Linz (socialiste) ont versé pendant une décennie des subsides aux avocats de Reder, se servant, pour la transmission d'un ancien dignitaire nazi, comme vient de le révéler le magazine autrichien *Profil*. D'autres campagnes de soutien menées par différents comités en Autriche et en Allemagne auraient permis de rassembler des sommes considérables, à présent disponibles pour Reder.

Le geste du ministre de la défense a obligé tous ceux qui auraient préféré feindre ne pas remarquer le retour tapageur de Reder à se démarquer. Dès le premier jour, un vrai raz-de-marée réprobateur s'est élevé chez les dirigeants politiques, à quelques exceptions dont celle — remarquée — du ministre socialiste des affaires étrangères, M. Leopold Gratz; d'ailleurs candidat probable du PS pour les élections présidentielles. M. Gratz, qui avait été informé auparavant des intentions de M. Frischenschlager et avait donné son accord, a affirmé après coup qu'il « n'y trouvait rien à redire » puisque le ministre de la défense avait seulement veillé à ce que le transfert de Reder se déroule en bon ordre. Il est vrai que M. Gratz est un récidiviste en la matière. En 1975, il avait eu la délicatesse, comme le chancelier Kraisky, d'accuser Simon Wiesenthal, le chef du centre de documentation juif de Vienne, de s'adonner à une « vendetta » (Feme). M. Wiesenthal venait de publier des documents sur le passé dans les SS du principal dirigeant du parti libéral, Friedrich Peter, que Bruno Kreisky avait choisi comme partenaire privilégié pour une possible coalition gouvernementale.

EN 1975, le parti socialiste s'était rangé unanimement et sans la moindre contestation derrière M. Kreisky. Cette fois, six membres socialistes du gouvernement ont menacé de démissionner, certains se déclarant prêts à une rupture immédiate avec le parti libéral.

Finalement, M. Frischenschlager, après une déclaration d'excuse, a été maintenu au gouvernement, sous la pression conjuguée de son parti et du chancelier Sinowatz. Les socialistes contestataires n'ont pas mis leur menace à exécution. Mais la bataille a bel et bien été gagnée par ceux qui refusent de voir dans le retour de Reder le simple « retour du dernier prisonnier de guerre autrichien ».

Une presse d'ordinaire peu encline à s'aventurer sur le terrain miné du passé nazi s'est livrée à une large autocritique. Les protestations ont fusé dans les rangs de l'armée, qui a dû accueillir Reder dans une de ses casernes : « On nous a ainsi rapproché des Waffen-SS et de la Wehrmacht allemande », a regretté le colonel Karl Semlitsch, commandant de régiment et chef d'une commission politique au sein de l'armée, ajoutant : « Présenter Walter Reder comme un chef de bataillon (major) autrichien est une infamie. »

Propos remarquable dans un pays où de nombreuses personnes ont toujours l'habitude d'employer à propos de la Wehrmacht un « nous » légèrement nostalgique et de commémorer la défaite du troisième Reich comme « notre » défaite.

(*) Correspondant à Paris du quotidien *Kurier*.